

**ASSOCIATION LOI 1901**  
**PÔLE MED +**  
75 avenue de Verdun  
VILLENEUVE-LA-GARENNE (92390)  
SIREN 892 869 249  
**(Ci-après, l'« Association »)**

**POUVOIR**

Je soussigné Madame Jade RICO, présidente l'Association, donne par les présentes pouvoir à

**Maître Chahrazed KIES**  
**ELIE KIES AVOCATS**  
21 Rue Sylvabelle  
13006 Marseille

A l'effet de procéder au nom et pour le compte de l'Association, à toute formalité de dépôts, immatriculations, modifications auprès du Centre de Formalités des Entreprises, des préfectures, des greffes etc.


Aux fins ci-dessus, procéder à tout dépôt, effectuer toute déclaration, compléter et signer tous documents et pièces, substituer si besoin est, obtenir la délivrance de tout reçu ou pièce et, en général, faire le nécessaire.

A cet effet, le mandataire désigné ci-dessus a tous pouvoirs pour déléguer ces mêmes pouvoirs à tout mandataire de son choix.

Fait à Villeneuve-la-Garenne  
Le 6 mai 2025

---

Madame Jade RICO

Signé par :  
  
6A0280868C9E478...

**ASSOCIATION LOI 1901**  
**PÔLE MED +**  
75 avenue de Verdun  
VILLENEUVE-LA-GARENNE (92390)  
SIREN 892 869 249  
**(Ci-après, l'« Association »)**

---

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE ORDINAIRE ANNUELLE**  
**DU 6 MAI 2025**

Les membres de l'Association PÔLE MED + se sont réunis en assemblée générale ordinaire annuelle, sur convocation du quart des membres de l'Association par des moyens de visioconférence.

Le commissaire aux comptes de l'Association a été régulièrement convoqué, est absent et excusé.

Sont présents :

- Madame Jade RICO, membre de l'association, administratrice et présidente du conseil d'administration ;
- Madame Fatima SERAT, membre de l'Association ;
- Monsieur Enzo DOASSANS, membre de l'Association, administrateur et trésorier de l'Association.

Monsieur Enzo DOASSANS est désigné comme président de séance (le « **Président** »).

Le Président rappelle à l'assemblée qu'il a été mis à la disposition de ses membres :

- Le rapport de gestion et d'activité et le rapport financier du trésorier ;
- Le rapport du commissaire aux comptes de l'Association ;
- Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
- Le texte des projets de résolutions.

Puis, le Président déclare et rappelle conformément à l'article 22 des statuts de l'Association, les comptes annuels sont tenus à la disposition de tous les membres, avec le rapport de gestion et d'activité, le rapport financier et le rapport du commissaire aux comptes, pendant les quinze (15) jours précédant la date de l'assemblée générale ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos.

Puis le Président rappelle que l'assemblée générale ordinaire est appelée à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Prise d'acte de la certification des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 par le commissaire aux comptes de l'Association ;

- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2024 ;
- Mandats et pouvoirs à donner.

Le Président donne ensuite la parole à tout membre de l'assemblée désirant la prendre.

Après discussion et échanges, plus personne ne demandant la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes.

**PREMIERE RESOLUTION – PRISE D'ACTE DE LA CERTIFICATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024 PAR LE COMMISSAIRE AUX COMPTES DE L'ASSOCIATION**

L'assemblée générale prend acte de la certification délivrée par le commissaire aux comptes de l'Association, ainsi que de son rapport annuel présentant les résultats de sa mission. Ce rapport atteste de la régularité et de la sincérité des comptes pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, conformément aux nouvelles dispositions introduites par le décret n°2024-568 du 20 juin 2024, portant création de l'article D6323-8-1 du Code de la santé publique.

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

**SECONDE RESOLUTION – APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024**

Après avoir pris connaissance du rapport du conseil d'administration, du rapport financier et du rapport du commissaire aux comptes, l'Assemblée générale approuve les comptes annuels de l'Association arrêtés le 31 décembre 2024, tels qu'ils ont été présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes.

En conséquence, elle donne aux administrateurs quitus entier et sans réserve de l'exécution de leurs mandats pour ledit exercice.

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

**TROISIEME RESOLUTION- MANDATS ET POUVOIRS A DONNER**

L'assemblée générale, délègue tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt et autres qu'il appartiendra.

**Cette résolution est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.**

\*\*\*


L'ordre du jour étant épuisé et personne ne demandant plus la parole, le Président de séance déclare la séance levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le président de l'Association conformément à l'article 12 des statuts de l'Association.

---

**Le Président de l'Association**

**Madame Jade RICO**

Signé par :  
  
6A0280868C9E478...

**POLEMED PLUS ASS.**

75 AVENUE DE VERDUN  
HOPITAL NORD 92

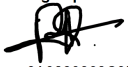
92390 VILLENEUVE-LA-GARENNE

***BILAN ET COMPTE DE RÉSULTAT***

Présenté en Euros

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

édité le 27/01/2025

Signé par :  
  
6A0280868C9E478...

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

Edité le 27/01/2025

ACTIF	Exercice clos le				Exercice précédent	
	31/12/2024				31/12/2023	
	(12 mois)				(12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé (0)						
<b>Actif Immobilisé</b>						
Frais d'établissement						
Recherche et développement						
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels	3 365	1 426	1 939	2,69	1 910	2,65
Autres immobilisations corporelles	3 975	770	3 205	4,45		
Immobilisations en cours						
Avances & acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres Participations						
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
<b>TOTAL (I)</b>	<b>7 340</b>	<b>2 196</b>	<b>5 144</b>	7,14	<b>1 910</b>	2,65
<b>Actif circulant</b>						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens						
En cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes						
Clients et comptes rattachés	4 547		4 547	6,31	34 781	48,19
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel					1 000	1,39
. Organismes sociaux	30 799		30 799	42,73	33 241	46,06
. Etat, impôts sur les bénéfices	489		489	0,68		
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires						
. Autres						
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement						
Instruments financiers à terme et jetons détenus						
Disponibilités	30 593		30 593	42,45	981	1,36
Charges constatées d'avance	502		502	0,70	257	0,36
<b>TOTAL (II)</b>	<b>66 930</b>		<b>66 930</b>	92,86	<b>70 261</b>	97,35
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecarts de conversion et différences d'évaluation actif (V)						
<b>TOTAL ACTIF (0 à V)</b>	<b>74 270</b>	<b>2 196</b>	<b>72 073</b>	100,00	<b>72 171</b>	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
<b>Capitaux propres</b>				
Capital social ou individuel ( dont versé : )				
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...				
Ecarts de réévaluation				
Réserve légale				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	-107 448	-149,07	-139 215	-192,89
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>53 273</b>	73,92	<b>31 767</b>	44,02
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
<b>TOTAL(I)</b>	<b>-54 175</b>	-75,16	<b>-107 448</b>	-148,87
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
<b>TOTAL(II)</b>				
<b>Provisions pour risques et charges</b>				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
<b>TOTAL (III)</b>				
<b>Emprunts et dettes</b>				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. Emprunts				
. Découverts, concours bancaires			3 714	5,15
Emprunts et dettes financières diverses				
. Divers				
. Associés				
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	65 020	90,21	83 242	115,34
Dettes fiscales et sociales				
. Personnel	20 245	28,09	26 342	36,50
. Organismes sociaux	31 509	43,72	34 662	48,03
. Etat, impôts sur les bénéfices				
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires				
. Etat, obligations cautionnées				
. Autres impôts, taxes et assimilés	9 475	13,15	31 659	43,87
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Instruments financiers à terme				
Produits constatés d'avance				
<b>TOTAL(IV)</b>	<b>126 248</b>	175,17	<b>179 619</b>	248,88
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif (V)				
<b>TOTAL PASSIF (I à V)</b>	<b>72 073</b>	100,00	<b>72 171</b>	100,00

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

Edité le 27/01/2025

COMPTE DE RÉSULTAT				Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation absolue (12 / 12)	%	
	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%
Ventes de marchandises								
Production vendue biens								
Production vendue services	1 068 933		1 068 933	100,00	844 129	100,00	224 804	26,63
Chiffres d'Affaires Nets	1 068 933		1 068 933	100,00	844 129	100,00	224 804	26,63

Production stockée								
Production immobilisée								
Subventions d'exploitation			78 626	7,36	83 946	9,94	-5 320	-6,33
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges								
Autres produits			13	0,00	800	0,09	-787	-98,36
Total des produits d'exploitation (I)			1 147 572	107,36	928 875	110,04	218 697	23,54
Achats de marchandises (y compris droits de douane)								
Variation de stock (marchandises)								
Achats de matières premières et autres approvisionnements								
Variation de stock (matières premières et autres approv.)								
Autres achats et charges externes			238 375	22,30	198 134	23,47	40 241	20,31
Impôts, taxes et versements assimilés			73 767	6,90	56 994	6,75	16 773	29,43
Salaires et traitements			566 506	53,00	470 415	55,73	96 091	20,43
Charges sociales			213 548	19,98	172 854	20,48	40 694	23,54
Dotations aux amortissements sur immobilisations			1 340	0,13	553	0,07	787	142,31
Dotations aux provisions sur immobilisations								
Dotations aux provisions sur actif circulant								
Dotations aux provisions pour risques et charges								
Autres charges			52	0,00	1	0,00	51	N/S
Total des charges d'exploitation (II)			1 093 588	102,31	898 952	106,49	194 636	21,65
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			53 984	5,05	29 923	3,54	24 061	80,41
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun								
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)								
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)								
Produits financiers de participations								
Produits des autres valeurs mobilières et créances								
Autres intérêts et produits assimilés								
Reprises sur provisions et transferts de charges								
Différences positives de change								
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement								
Total des produits financiers (V)								
Dotations financières aux amortissements et provisions								
Intérêts et charges assimilées								
Différences négatives de change								
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements								
Total des charges financières (VI)								
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)								
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)			53 984	5,05	29 923	3,54	24 061	80,41



POLEMED PLUS ASS.

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

Présenté en Euros

Edité le 27/01/2025

COMPTE DE RÉSULTAT ( suite )	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion						
Produits exceptionnels sur opérations en capital			2 000	0,24	-2 000	-100,00
Reprises sur provisions et transferts de charges						
<b>Total des produits exceptionnels (VII)</b>			<b>2 000</b>	<b>0,24</b>	<b>-2 000</b>	<b>-100,00</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 200	0,11	156	0,02	1 044	669,23
Charges exceptionnelles sur opérations en capital						
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions						
<b>Total des charges exceptionnelles (VIII)</b>	<b>1 200</b>	<b>0,11</b>	<b>156</b>	<b>0,02</b>	<b>1 044</b>	<b>669,23</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)</b>	<b>-1 200</b>	<b>-0,10</b>	<b>1 844</b>	<b>0,22</b>	<b>-3 044</b>	<b>-165,07</b>
Participation des salariés (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)	-489	-0,04			-489	N/S
<b>Total des Produits (I+III+V+VII)</b>	<b>1 147 572</b>	<b>107,36</b>	<b>930 875</b>	<b>110,28</b>	<b>216 697</b>	<b>23,28</b>
<b>Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)</b>	<b>1 094 299</b>	<b>102,37</b>	<b>899 108</b>	<b>106,51</b>	<b>195 191</b>	<b>21,71</b>
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>53 273</b>	<b>4,98</b>	<b>31 767</b>	<b>3,76</b>	<b>21 506</b>	<b>67,70</b>
	<i>Bénéfice</i>		<i>Bénéfice</i>			
Dont Crédit-bail mobilier						
Dont Crédit-bail immobilier						

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Capital souscrit non appelé (0)						
<b>Actif Immobilisé</b>						
Frais d'établissement						
Recherche et développement						
Concessions, brevets, marques, logiciels et droits similaires						
Fonds commercial						
Autres immobilisations incorporelles						
Avances & acomptes sur immobilisations incorporelles						
Terrains						
Constructions						
Installations techniques, matériel & outillage industriels	3 365	1 426	1 939	2,69	1 910	2,65
215400 MATERIEL INDUSTRIEL	3 365		3 365	4,67	2 766	3,83
281540 AMORT. MAT. OUTIL. INDUST		1 426	-1 426	-1,97	-856	-1,18
Autres immobilisations corporelles	3 975	770	3 205	4,45		
218300 MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	3 975		3 975	5,52		
281830 AMORT MAT DE BUREAU ET INFO		770	-770	-1,06		
Immobilisations en cours						
Avances & acomptes						
Participations évaluées selon mise en équivalence						
Autres Participations						
Créances rattachées à des participations						
Autres titres immobilisés						
Prêts						
Autres immobilisations financières						
TOTAL (I)	7 340	2 196	5 144	7,14	1 910	2,65
<b>Actif circulant</b>						
Matières premières, approvisionnements						
En cours de production de biens						
En cours de production de services						
Produits intermédiaires et finis						
Marchandises						
Avances & acomptes versés sur commandes						
Clients et comptes rattachés	4 547		4 547	6,31	34 781	48,19
411000 CLIENTS DIVERS	4 547		4 547	6,31	34 781	48,19
Autres créances						
. Fournisseurs débiteurs						
. Personnel					1 000	1,39
421011 SERAT FATIMA					1 000	1,39
. Organismes sociaux	30 799		30 799	42,73	33 241	46,06
438700 PRODUITS A RECEVOIR	30 799		30 799	42,73	33 241	46,06
. Etat, impôts sur les bénéfices	489		489	0,68		
444000 ETAT IMPOT SUR LES BENEFICES	489		489	0,68		
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires						
. Autres						
Capital souscrit et appelé, non versé						
Valeurs mobilières de placement						
Instruments financiers à terme et jetons détenus						
Disponibilités	30 593		30 593	42,45	981	1,36
512100 BNP	28 807		28 807	39,97		
530000 CAISSE	1 786		1 786	2,48	981	1,36

ACTIF	Exercice clos le				Exercice précédent	
	31/12/2024				31/12/2023	
	(12 mois)				(12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
Charges constatées d'avance	502		502	0,70	257	0,36
486000 CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	502		502	0,70	257	0,36
TOTAL (II)	66 930		66 930	92,86	70 261	97,35
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)						
Primes de remboursement des obligations (IV)						
Ecart de conversion et différences d'évaluation actif (V)						
TOTAL ACTIF (0 à V)	74 270	2 196	72 073	100,00	72 171	100,00

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
<b>Capitaux propres</b>				
Capital social ou individuel ( dont versé : )				
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...				
Ecart de réévaluation				
Réserve légale				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	-107 448	-149,07	-139 215	-192,89
119000 REPORT A NOUVEAU (SOLDE DEBITEUR)	-107 448	-149,07	-139 215	-192,89
<b>Résultat de l'exercice</b>	53 273	73,92	31 767	44,02
Subventions d'investissement				
Provisions réglementées				
TOTAL(I)	-54 175	-75,16	-107 448	-148,87
Produits des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
TOTAL(II)				
<b>Provisions pour risques et charges</b>				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges				
TOTAL (III)				
<b>Emprunts et dettes</b>				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres Emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit				
. Emprunts				
. Découverts, concours bancaires			3 714	5,15
512100 BNP			3 714	5,15
Emprunts et dettes financières diverses				
. Divers				
. Associés				
Avances & acomptes reçus sur commandes en cours				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	65 020	90,21	83 242	115,34
401000 FOURNISSEURS DIVERS	62 620	86,88	83 242	115,34
408100 FOURNISSEURS FNP	2 400	3,33		
Dettes fiscales et sociales				
. Personnel	20 245	28,09	26 342	36,50
421008 TURKI MOHAMED	10 820	15,01	13 894	19,25
421014 AIT MEKIDECHE HEDIA			970	1,34
427000 PERSONNEL OPPOSITIONS			108	0,15
428200 DETTES PROVISIO. POUR CONGES PAYES	9 424	13,08	11 370	15,75
. Organismes sociaux	31 509	43,72	34 662	48,03
431000 SECURITE SOCIALE	16 856	23,39	17 772	24,62
437100 RETRAITE /MALAKOFF	7 248	10,06	8 135	11,27
437200 PREVOYANCE	1 088	1,51	942	1,31
437310 MUTUELLE VIASANTE	1 800	2,50	2 933	4,06
438200 CHARGES SOCIALES SUR CONGES PAYES	4 517	6,27	4 879	6,76
. Etat, impôts sur les bénéfices				
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires				

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	
. Etat, obligations cautionnées				
. Autres impôts, taxes et assimilés	9 475	13,15	31 659	43,87
442100 PRELEVEMENT A LA SOURCE	4 407	6,11		
448100 AUTRES CHARGES A PAYER	5 068	7,03		
448600 AUTRES CHARGES A PAYER			26 614	36,88
448610 PRELEVEMENTS A LA SOURCE			5 045	6,99
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Instruments financiers à terme				
Produits constatés d'avance				
TOTAL(IV)	126 248	175,17	179 619	248,88
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif (V)				
TOTAL PASSIF (I à V)	72 073	100,00	72 171	100,00

COMPTE DE RÉSULTAT	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation absolue (12 / 12)	%
--------------------	---	---	-----------------------------------	---

	France	Exportation	Total	%	Total	%	Variation	%
Ventes de marchandises								
Production vendue biens								
Production vendue services	1 068 933		1 068 933	100,00	844 129	100,00	224 804	26,63
706000 PRESTATIONS DE SERVICES	1 068 933		1 068 933	100,00	844 129	100,00	224 804	26,63
Chiffres d'Affaires Nets	1 068 933		1 068 933	100,00	844 129	100,00	224 804	26,63

Production stockée								
Production immobilisée								
Subventions d'exploitation			78 626	7,36	83 946	9,94	-5 320	-6,33
740000 SUBVENTIONS D'EXPLOITATION			78 626	7,36	83 946	9,94	-5 320	-6,33
Reprises sur amortis. et prov., transfert de charges								
Autres produits			13	0,00	800	0,09	-787	-98,36
758000 PRODUITS DIVERS GESTION COURANTE			13	0,00	800	0,09	-787	-98,36
Total des produits d'exploitation (I)			1 147 572	107,36	928 875	110,04	218 697	23,54
Achats de marchandises (y compris droits de douane)								
Variation de stock (marchandises)								
Achats de matières premières et autres approvisionnements								
Variation de stock (matières premières et autres approv.)								
Autres achats et charges externes			238 375	22,30	198 134	23,47	40 241	20,31
606300 FOURNIT. ENTRETIEN & PETIT EQUIP.			4 148	0,39	1 478	0,18	2 670	180,65
606310 ACHATS PRODUITS MEDICAUX			5 340	0,50	5 874	0,70	-534	-9,08
606400 FOURNITURES ADMINISTRATIVES			1 137	0,11	981	0,12	156	15,90
613200 LOCATIONS IMMOBILIERES			8 969	0,84	8 389	0,99	580	6,91
613500 LOCATIONS MOBILIERES			806	0,08	636	0,08	170	26,73
614000 CHARGES LOCATIVES ET DE COPROPRIETE			2 268	0,21	2 130	0,25	138	6,48
615200 SUR BIENS IMMOBILIERS			9 550	0,89	8 750	1,04	800	9,14
615600 MAINTENANCE			5 438	0,51			5 438	N/S
616000 PRIMES D'ASSURANCE			1 268	0,12			1 268	N/S
616100 MULTIRISQUES			2 095	0,20	2 803	0,33	-708	-25,25
622200 COMMISSIONS & COURTAGES SUR VENTES			8 589	0,80	5 632	0,67	2 957	52,50
622600 HONORAIRES			14 381	1,35	11 750	1,39	2 631	22,39
622610 HONORAIRES DIVERS			147 718	13,82	126 768	15,02	20 950	16,53
622700 FRAIS D'ACTES ET DE CONTENTIEUX			26	0,00			26	N/S
623100 ANNONCES ET INSERTIONS			240	0,02	120	0,01	120	100,00
623400 CADEAUX A LA CLIENTELE			2 966	0,28	4 003	0,47	-1 037	-25,90
623600 CATALOGUES ET IMPRIMES			1 626	0,15	211	0,02	1 415	670,62
625100 VOYAGES ET DEPLACEMENTS			5 184	0,48	4 588	0,54	596	12,99
625600 MISSIONS			6 446	0,60	4 288	0,51	2 158	50,33
626000 FRAIS POSTAUX ET DE TELECOMM.			1 692	0,16	1 646	0,19	46	2,79
626300 FRAIS TELECOM			4 772	0,45	4 395	0,52	377	8,58
626310 FRAIS TELECOM/ORANGE SITE WEB			493	0,05	562	0,07	-69	-12,27
626320 FRAIS COMMUNICATION / SOLOCAL			475	0,04	374	0,04	101	27,01
626330 DOCTOLIB			1 776	0,17	1 740	0,21	36	2,07
627510 FRAIS CB			97	0,01	84	0,01	13	15,48
627800 SERVICES BANCAIRES			874	0,08	932	0,11	-58	-6,21
Impôts, taxes et versements assimilés			73 767	6,90	56 994	6,75	16 773	29,43
631100 TAXE SUR LES SALAIRES			65 856	6,16	50 890	6,03	14 966	29,41
631200 TAXE D'APPRENTISSAGE			3 704	0,35	3 099	0,37	605	19,52
633300 PART. EMPLOY. A FORM. PROF. CONT.			3 943	0,37	3 006	0,36	937	31,17
635110 CVAE			264	0,02			264	N/S
Salaires et traitements			566 506	53,00	470 415	55,73	96 091	20,43
641100 SALAIRES APPOINTEMENTS			559 192	52,31	462 131	54,75	97 061	21,00
641200 CONGES PAYES			-1 946	-0,17	6 040	0,72	-7 986	-132,21

COMPTE DE RÉSULTAT ( suite )	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
641400 INDEMNITES ET AVANTAGES DIVERS	9 260	0,87	2 243	0,27	7 017	312,84
Charges sociales	213 548	19,98	172 854	20,48	40 694	23,54
645000 CHARGES DE SECUR. SOC. ET PREVOY.	-121 350	-11,34	-102 159	-12,09	-19 191	-18,78
645100 COTISATIONS URSSAF	215 099	20,12	173 513	20,56	41 586	23,97
645200 COTISATIONS AUX MUTUELLES	7 936	0,74	8 938	1,06	-1 002	-11,20
645300 COTISATIONS AUX CAISSES RETR.	98 647	9,23	79 130	9,37	19 517	24,66
645500 CHARGES SOCIALES S/ CONGES	-363	-0,02	2 813	0,33	-3 176	-112,89
645800 PREVOYANCES	12 655	1,18	9 611	1,14	3 044	31,67
647500 MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	924	0,09	1 008	0,12	-84	-8,32
Dotations aux amortissements sur immobilisations	1 340	0,13	553	0,07	787	142,31
681120 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 340	0,13	553	0,07	787	142,31
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant						
Dotations aux provisions pour risques et charges						
Autres charges	52	0,00	1	0,00	51	N/S
658000 CHARGES DIVERSES GESTION COURANTE	52	0,00	1	0,00	51	N/S
Total des charges d'exploitation (II)	1 093 588	102,31	898 952	106,49	194 636	21,65
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)	53 984	5,05	29 923	3,54	24 061	80,41
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations						
Produits des autres valeurs mobilières et créances						
Autres intérêts et produits assimilés						
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)						
Dotations financières aux amortissements et provisions						
Intérêts et charges assimilées						
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières placements						
Total des charges financières (VI)						
RÉSULTAT FINANCIER (V-VI)						
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I-II+III-IV+V-VI)	53 984	5,05	29 923	3,54	24 061	80,41
Produits exceptionnels sur opérations de gestion						
Produits exceptionnels sur opérations en capital			2 000	0,24	-2 000	-100,00
778800 PRODUITS EXCEPTIONNELS DIVERS			2 000	0,24	-2 000	-100,00
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Total des produits exceptionnels (VII)			2 000	0,24	-2 000	-100,00
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 200	0,11	156	0,02	1 044	669,23
671200 PENALITES AMENDES FISC. & PENALES	1 200	0,11	156	0,02	1 044	669,23
Charges exceptionnelles sur opérations en capital						
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions						
Total des charges exceptionnelles (VIII)	1 200	0,11	156	0,02	1 044	669,23
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-1 200	-0,10	1 844	0,22	-3 044	-165,07
Participation des salariés (IX)						
Impôts sur les bénéfices (X)	-489	-0,04			-489	N/S
695000 IMPOTS SUR LES BENEFICES	-489	-0,04			-489	N/S

POLEMED PLUS ASS.

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2024 au 31/12/2024

DÉTAILLÉ Présenté en Euros

Edité le 27/01/2025

COMPTE DE RÉSULTAT ( suite )	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation absolue (12 / 12)	%
<i>Total des Produits (I+III+V+VII)</i>	<b>1 147 572</b>	107,36	<b>930 875</b>	110,28	<b>216 697</b>	23,28
<i>Total des Charges (II+IV+VI+VIII+IX+X)</i>	<b>1 094 299</b>	102,37	<b>899 108</b>	106,51	<b>195 191</b>	21,71
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>53 273</b>	4,98	<b>31 767</b>	3,76	<b>21 506</b>	67,70
	<i>Bénéfice</i>		<i>Bénéfice</i>			
Dont Crédit-bail mobilier						
Dont Crédit-bail immobilier						





**AMA - ORGATEC**  
**Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes**

S.A. au capital de 60 000 € - 451 070 643 RCS Marseille - Code APE 6920 Z  
N° Identification intracommunautaire : FR 55451070643  
Inscrite à l'Ordre des Experts-Comptables de Marseille PACA  
Inscrite près la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes d'Aix-en-Provence  
Associés Commissaires aux Comptes près la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence

**PÔLE MED+**  
**Mme Jade RICO**  
**75 Avenue de Verdun**  
**92390 VILLENEUVE-LA-GARENNE**

Marseille, le 12 novembre 2024

Objet      Lettre de mission  
N/Réf      OM / VDM

Madame,

Dans le cadre de notre mission de Commissaire aux comptes, nous vous confirmons ci-après les dispositions relatives à notre mission pour l'exercice clos le 31 décembre 2024.

**1. Etendue de la mission**

Notre programme d'intervention comprend :

- la revue du contrôle interne (par sondages) ;
- l'audit des comptes annuels établis selon les règles et principes comptables français, arrêtés au 31 décembre 2024;
- les vérifications spécifiques prévues par la loi (relatives au rapport de gestion, aux conventions et engagements réglementés, ...).

Les travaux seront conduits selon les normes d'exercice professionnel et la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes (CNCC).

L'annexe à la présente lettre de mission rappelle les objectifs et démarches d'un audit, ainsi que les rôles respectifs de la direction et des Commissaires aux comptes.

**2. Organisation de la mission**

Notre démarche d'audit nécessite une bonne communication entre la direction et nous-mêmes, indispensable à la réalisation de notre mission. Nous comptons particulièrement sur le respect des dates indiquées pour nous permettre d'accomplir au mieux notre mission.

Paraphe



*Lettre de mission  
pour l'exercice clos le 31 décembre 2024*

Afin de confirmer les diverses déclarations recueillies au cours de la mission, et le fait que toutes les informations importantes nous ont été communiquées, nous demanderons à la direction une lettre d'affirmation à la fin de nos travaux.

Compte tenu de la date de clôture et des délais légaux à respecter, nous sommes convenus de la planification de nos interventions comme suit :

	Date
Comptes sociaux : Interim	Durant l'exercice, maximum 3 mois avant la clôture de l'exercice
Comptes sociaux : Final	2 à 3 mois avant l'assemblée générale
Diligences spécifiques et préparation des rapports	délais légaux

Les directeurs de mission qui assureront l'organisation de la mission sous la responsabilité des signataires sont :

	ORGATEC
Signataire	Olivier MALLEN
Chef de mission	

Conformément aux dispositions de l'article L.823-13 du Code de commerce, nous pourrions à toute époque de l'année nous faire assister ou représenter, sous notre responsabilité, par des experts ou d'autres professionnels de notre choix, que nous vous ferons connaître nommément.

### 3. Honoraires

Le budget des honoraires couvre les travaux décrits dans cette lettre. Nos honoraires sont fonction du niveau de qualification requis par la nature et la complexité des travaux effectués, et du temps passé.

Nos honoraires s'élèveront à **2 000 € H.T** (deux mille euros) par fraction annuelle, estimés sur le nombre d'heures de travail en fonction du montant du bilan de la personne ou de l'entité, augmenté du montant des produits d'exploitation et des produits financiers, hors TVA.

Montant total en euros du bilan et des produits d'exploitation et des produits financiers, hors tva	Nombre normal d'heures de travail
Jusqu'à 305 000	20 à 35
De 305 000 à 760 000	30 à 50
De 760 000 à 1 525 000	40 à 60
De 1 525 000 à 3 050 000	50 à 80
De 3 050 000 à 7 622 000	70 à 120
De 7 622 000 à 15 245 000	100 à 200
De 15 245 000 à 45 735 000	180 à 360
De 45 735 000 à 122 000 000	300 à 700

Paraphe



*Lettre de mission  
pour l'exercice clos le 31 décembre 2024*

Vu les éléments en notre possession, votre société se situe :

Produits d'exploitation	
Total bilan	
Produits financiers	
<b>Total</b>	

Les frais de déplacement et autres débours vous seront facturés en sus en fonction des dépenses engagées, y compris le droit fixe sur les rapports de certification (article L.821-5 du Code de commerce relatif aux coûts de fonctionnement du Haut Conseil du commissariat aux comptes) et la contribution aux coûts des contrôles de qualité périodiques de la profession (article L.821-7 du Code de commerce et décision n° 2007-01 du Haut Conseil du commissariat aux comptes).

Cette proposition repose sur des conditions de déroulement normal de nos travaux et sur l'assistance active de vos services. Au cas où nous rencontrerions des difficultés particulières en cours de mission, nous vous en avertirions afin de réviser cette estimation.

Nous vous rappelons que nos honoraires sont payables à la date de règlement mentionnée sur la facture. Nos honoraires sont susceptibles de révision chaque année.

Le Commissaire aux comptes pourra être amené à réaliser, à votre demande, des interventions complémentaires non couvertes par la présente lettre dans le cadre de diligences directement liées à la mission de Commissaire aux comptes. Les termes et conditions de ces interventions feront l'objet d'une lettre séparée et donneront lieu à une facturation distincte complémentaire.

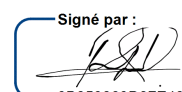
Nous vous saurions gré d'accuser réception de la présente et de confirmer par écrit votre acceptation des termes et conditions de cette mission en nous retournant un des deux exemplaires revêtu de votre signature avec la mention "bon pour accord".

Nous restons à votre disposition pour vous apporter tout complément d'information que vous pourriez souhaiter et vous prions de croire, Madame, Monsieur, à l'assurance de nos salutations distinguées.

**AMA - ORGATEC**  
**Olivier MALLÉN**  
Commissaire aux comptes

**PÔLE MED+**  
**Madame Jade RICO**  
Présidente  
**Bon pour accord,**  
Le

DocuSigned by:  
 **MALLÉN OLIVIER**  
4DD181F63D354D0...

Signé par :  
  
9B859869D37E487...

N.B – L'annexe jointe "Modalités d'intervention" fait partie intégrante de la lettre de mission

## **Annexe – Modalités d'intervention**

Cette annexe rappelle, sans que cette liste soit exhaustive, les textes réglementaires et les normes professionnelles relatives aux rôles respectifs de la direction et des Commissaires aux comptes. Elle précise en outre certaines conditions d'intervention.

### **1. Rôle de la direction**

#### ***1.1 Tenue de la comptabilité et préparation des comptes***

Conformément aux dispositions du Code de commerce, les organes de direction de votre Société sont responsables de la bonne tenue des livres comptables et de la préparation de comptes réguliers et sincères, donnant une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la Société à la fin de cet exercice.

Les comptes annuels et les comptes semestriels devront être arrêtés conformément aux dispositions légales par les organes de direction.

La direction est également tenue de mettre à notre disposition, sans restriction, tous les documents comptables de votre Société et, de manière générale, toutes les informations nécessaires à la bonne réalisation de notre mission, ainsi que les documents juridiques concernant la vie sociale de la Société, notamment les procès-verbaux de toutes les Assemblées des actionnaires et des Conseils d'Administration (ou des réunions du Directoire et du Conseil de Surveillance, des réunions ou consultations d'associés), ainsi que les comptes rendus des comités spécialisés, le cas échéant.

#### ***1.2 Organisation et système de contrôle interne***

Il revient aux organes de direction de votre Société de définir, de mettre en œuvre et de superviser un système de contrôle interne approprié, ainsi que de mettre en place des mesures de sauvegarde des actifs, de prévention et de détection des irrégularités et fraudes.

#### ***1.3 Erreurs et fraudes, conformité avec les textes légaux et réglementaires***

La direction est responsable de la conception et de la mise en œuvre des contrôles destinés à prévenir et détecter les erreurs et les fraudes. La direction est aussi tenue d'identifier et de s'assurer que la Société respecte les textes légaux et réglementaires applicables à ses activités.

#### ***1.4 Continuité de l'exploitation***

La continuité de l'exploitation est une convention comptable de base pour l'établissement des comptes. Il appartient à la direction d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation sur une période minimale de 12 mois après la clôture de l'exercice ou de la période considérée.



### ***1.5 Affirmations de la direction***

La direction, tout au long de l'audit des comptes, fait des déclarations orales ou écrites, spontanées ou en réponse à des demandes spécifiques. Nous demanderons donc à la direction de nous confirmer ces éléments par écrit<sup>1</sup>.

Nous lui demanderons également de nous confirmer :

- que toutes les autres informations importantes et pertinentes ont bien été portées à notre connaissance et qu'aucune de celles-ci n'a été omise ou ne nous a été dissimulée, notamment en ce qui concerne des engagements pris ou reçus ;
- son appréciation sur le risque que les comptes puissent comporter des anomalies significatives résultant de fraudes ;
- le caractère non significatif des effets des anomalies relevées et non corrigées figurant dans l'état joint à la lettre d'affirmation.

### ***1.6 Evénements importants***

La direction de votre Société doit nous informer en cours d'année de tout événement important pouvant avoir un effet significatif sur l'activité ou les comptes et le patrimoine de votre Société/Groupe.

### ***1.7 Conventions réglementées***

En matière de conventions et d'engagements réglementés, nous vous rappelons que, conformément aux dispositions prévues par la loi, vous devez notamment :

- nous informer des nouveaux engagements et conventions dans le mois qui suit leur conclusion<sup>2</sup> ;
- nous informer, dans le mois suivant la clôture de l'exercice, de l'exécution au cours de l'exercice des conventions et engagements conclus antérieurement<sup>3</sup> ;
- nous fournir le détail de leurs termes et modalités.

### ***1.8 Lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme***

Vous vous engagez également à nous communiquer toute information :

- relative à la détention directe ou indirecte, par une nouvelle personne physique, de plus de 25% du capital ou des droits de vote de votre Société,
- ou nous permettant d'identifier toute nouvelle personne physique exerçant, par tout autre moyen, un pouvoir de contrôle sur les organes de gestion, administration ou de direction de la Société ou sur l'assemblée générale,

---

<sup>1</sup> - cf. NEP 580 § 3 et 7

<sup>2</sup> - Non applicable aux SAS pour lesquelles les modalités de communication doivent être précisées dans les statuts

<sup>3</sup> - Non applicable aux SAS

Paraphe

afin de déterminer le(s) bénéficiaire(s) effectif(s) au sens des articles R.561-1 et suivants du code monétaire et financier. Nous vous demandons par ailleurs de nous communiquer un extrait Kbis modifié en cas de changement dans l'identité des dirigeants sociaux de votre Société.

### ***1.9 Documents prévisionnels<sup>4</sup>***

Les documents prévus par les dispositions de l'article L.232-2 du Code de commerce doivent être établis par votre Société dans les quatre mois qui suivent la clôture de chacun des semestres de l'exercice, puis nous être remis avec les rapports d'analyse dans les huit jours de leur établissement.

### ***1.10 Documents et informations adressés aux actionnaires (ou associés) ou tenus à leur disposition à l'occasion de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes***

Nous vous rappelons que vous devez nous adresser, préalablement à leur diffusion ou leur mise à disposition, ces documents que nous reverrons dans le cadre de notre mission.

### ***1.11 Convocation des Commissaires aux comptes***

La direction de la Société devra nous adresser les avis de convocation au Conseil d'Administration (ou Conseil de Surveillance ou Directoire) examinant ou arrêtant les comptes annuels/comptes intermédiaires, ainsi qu'à toutes les Assemblées Générales dans les délais prévus par le Code de commerce.

## **2. Rôle des Commissaires aux comptes et étendue de la mission**

### ***2.1 Objectif de la mission d'audit***

L'audit des comptes annuels a pour objectif d'exprimer une opinion sur la régularité et la sincérité des comptes annuels et sur l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et patrimoniale de la Société/Groupe à la fin de cet exercice.

### ***2.2 Définition d'un audit***

Nous procéderons à un audit selon les dispositions du Code de commerce, les normes d'exercice professionnel et la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes (CNCC). Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Nous rappelons à ce titre qu'un audit consiste à collecter des éléments justifiant les données contenues dans les comptes à examiner, par sondages, leur caractère probant. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble.

---

<sup>4</sup> - Applicable seulement aux entreprises dépassant l'un des deux critères fixés par l'article R.232-2 du Code de commerce

Nous tenons à souligner que du fait du recours à l'utilisation de techniques de sondages, ainsi que des autres limites inhérentes à l'audit et au fonctionnement de tout système comptable et de contrôle interne, nos contrôles ne sauraient couvrir l'exhaustivité des opérations de l'entreprise. Par conséquent, le risque de non-détection d'une anomalie significative ne peut être totalement éliminé. Pour les mêmes raisons, nous ne pourrions non plus vous donner l'assurance que toutes les déficiences majeures dans le système comptable et de contrôle interne auront pu être identifiées.

Par ailleurs, nous rappelons que l'audit n'est pas organisé ni conduit pour les besoins d'un tiers particulier ou en rapport avec une transaction particulière. Par conséquent, les questions pouvant intéresser un tiers ne seront pas traitées spécifiquement et certaines questions peuvent être évaluées de manière différente par un tiers, par exemple dans le cadre d'une transaction particulière.

### ***2.3 Contrôle interne***

Notre revue des systèmes comptables et de contrôle interne est déterminée en fonction des travaux qui nous sont nécessaires pour émettre une opinion sur les comptes de votre Société. C'est la raison pour laquelle nos commentaires/recommandations relatifs aux systèmes ne porteront que sur les points que nous avons relevés au cours de nos travaux et non pas sur toutes les améliorations possibles qui pourraient être suggérées à la suite de travaux spécifiques plus approfondis.

### ***2.4 Erreurs, fraudes et irrégularités***

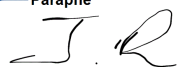
Notre audit sera planifié de façon à avoir l'assurance raisonnable de détecter toute fraude ou erreur significative dans les comptes ou livres comptables, mais il n'est pas destiné et ne saurait être considéré comme servant à révéler les irrégularités, erreurs et fraudes éventuelles. Si notre examen révèle l'existence de telles anomalies, elles seront portées à la connaissance des organes de direction.

En outre, l'article L.823-12 du Code de commerce nous oblige à informer les actionnaires des irrégularités que nous aurions découvertes à l'occasion de nos contrôles et à révéler au Procureur de la République les faits délictueux dont nous aurions connaissance.

Ce même article nous impose également certaines obligations, notamment déclaratives à Tracfin, dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme.

### ***2.5 Objectif et démarche de l'examen limité portant sur les comptes semestriels***

Nous procéderons à un examen limité des comptes semestriels selon la norme d'exercice professionnel y afférente. Cette norme requiert la mise en œuvre de procédures moins étendues que celles requises pour un audit, conduisant à une assurance modérée que les comptes semestriels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un examen de cette nature consiste essentiellement à mettre en œuvre des procédures analytiques et à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers.

Paraphe  




### **3. Gouvernement d'entreprise et Comité d'audit**

Nous déterminerons, avec votre collaboration, l'étendue, les modalités et la périodicité de communication avec les personnes qui constituent le gouvernement d'entreprise et le Comité d'audit. Cette communication couvrira notamment les conclusions issues de nos interventions.

Par ailleurs, nous porterons à la connaissance du Comité d'audit, si applicable, les faiblesses significatives du contrôle interne relevées par nous au cours de notre mission, pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

### **4. Indépendance, secret professionnel et propriété des dossiers**

#### ***4.1 Indépendance***

Pour nous assurer du respect des règles de déontologie de la profession, notamment en matière d'exécution de prestations de services, nous avons mis en place des procédures internes que nous appliquons à toute mission.

#### ***4.2 Secret professionnel***

Nous sommes soumis au secret professionnel conformément aux dispositions de l'article L.822-15 du Code de commerce. Nous ne pouvons être relevés de ce secret professionnel que dans les conditions strictement précisées par la loi. La direction ne peut pas nous délier de ce secret professionnel.

#### ***4.3 Propriété des dossiers des Commissaires aux comptes***

Les papiers de travail et les dossiers que nous avons élaborés durant nos missions, y compris les documents et les dossiers électroniques, sont notre seule propriété. Ils sont couverts par le secret professionnel.

En conséquence, nous refusons le droit d'accès de nos dossiers à tout tiers non habilité par la loi française. Ils pourront toutefois faire l'objet de contrôles et d'inspections de la profession, du Garde des Sceaux ou de l'Autorité des marchés financiers (si applicable) selon les prescriptions légales ou réglementaires, ou d'un contrôle qualité interne au cabinet.

#### ***4.4 Rapports et autres documents émis par les Commissaires aux comptes***

En complément aux rapports de Commissaires aux comptes dont l'émission et la diffusion sont déterminées par la loi, nous pourrions être amenés à vous communiquer les conclusions de nos travaux sous forme de documents de synthèse, lettre de recommandations, etc... Avant de vous remettre une version finale de ces documents, nous pourrions vous transmettre des rapports d'étape ou des projets de rapport ou encore effectuer des présentations orales. Les supports de ces dernières sont préparés dans le cadre de notre intervention et ne sont destinés qu'aux seules personnes présentes. Ils ne peuvent en aucun cas être dissociés des commentaires oraux apportés lors des





présentations et les différents points soulevés ne sont exposés qu'à des fins de discussion. Seule l'émission des documents définitifs fera foi. L'ensemble des documents dont la diffusion n'est pas prévue par la loi, quels que soient leur forme ou support, vous sera communiqué exclusivement pour vos besoins internes. Nous n'accepterons donc aucune responsabilité vis-à-vis de tout tiers entre les mains duquel ce rapport ou ces conclusions seraient parvenus.

Si votre Société a l'intention de publier ou de reproduire sur papier, ou sous forme électronique (par exemple sur un site Internet), nos rapports sur les comptes annuels, intermédiaires ou tout autre rapport prévu par la loi ou faire référence à notre nom d'une autre façon dans un document destiné à des tiers, la direction s'engage à nous transmettre ce document sous forme de projet pour que nous en prenions connaissance avant sa finalisation et sa distribution.

Lorsque nos rapports sur les états financiers sont reproduits sous une forme quelconque, les comptes annuels ou comptes intermédiaires, y compris l'annexe, qui font l'objet desdits rapports, doivent aussi être présentés.

Ces dispositions s'appliquent également aux traductions de nos rapports.

## **5. Autres sujets**

### ***5.1 Utilisation du courrier électronique***

Nous pouvons communiquer par courrier électronique avec vous et vos services. Or, comme vous le savez, les transmissions électroniques d'informations ne sont pas totalement sécurisées ou sans erreurs et peuvent être interceptées, altérées, perdues, détruites ou arriver tard ou de manière incomplète, ou comporter des virus ou autres intrusions malveillantes. Aussi, bien que nous mettions en œuvre les procédures normales de contrôle pour identifier les virus les plus répandus à l'heure actuelle, nous ne serons en aucun cas responsables de quoi que ce soit en matière de communication d'informations par électronique.

### ***5.2 Utilisation des logiciels des Commissaires aux comptes***

Pour les besoins propres à notre mission, nous pouvons utiliser ou développer des logiciels, y compris des feuilles de calcul, des documents, des bases de données et d'autres outils informatiques pour nous aider dans notre mission. Dans certains cas, ces aides peuvent être mises à la disposition de votre Société sur demande. Dans la mesure où des outils ont été développés spécifiquement pour nos besoins et sans considération des besoins propres de votre Société, ceux-ci sont mis à la disposition de votre Société en l'état et sans aucune garantie attachée, à simple destination d'usage ; ils ne devront pas être distribués ni partagés avec un tiers, que ce soit en tout ou partie. Cette mise à disposition temporaire n'emportera aucune cession de droits ni de garantie, quel qu'en soit le titre, à votre bénéfice ou à celui des tiers. De plus, nous ne garantissons pas le caractère suffisant ou approprié de ces outils informatiques pour les besoins de votre Société.

Paraphe  
A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'J. R.', is written over a blue rectangular line.

### **5.3 Accès ou réseau Internet**

Pour faciliter le déroulement de notre mission, nous vous serions reconnaissants de mettre à notre disposition une connexion au réseau Internet accessible depuis nos postes de travail dans la salle où l'équipe d'audit est installée. Cette connexion nous permettra notamment de disposer de l'accès à la documentation technique hébergée sur nos serveurs. Si vous disposez d'une charte d'utilisation d'accès à Internet, nous vous serions reconnaissants de nous la transmettre afin que nos équipes puissent en prendre connaissance et s'engagent à en respecter les règles. A défaut, l'utilisation de cet accès Internet pourra être régie pour nos collaborateurs par notre propre charte sur les technologies de l'information.

### **5.4 Utilisation et traitement des Données**

#### **5.4.1 Modalités**

Toutes les informations communiquées par vous ou en votre nom (« Données ») sont exclusivement utilisées dans le cadre de l'exercice de notre mission.

Vous êtes informés que, sauf disposition légale contraire, nous sommes susceptibles de recourir, dans le cadre de notre mission, à des tiers pouvant être situés hors de France, qui peuvent être d'autres entités membres de nos réseaux respectifs et/ou des prestataires de services agissant pour notre compte, qui fournissent des services administratifs, d'infrastructure informatique (dont, le cas échéant, des prestataires de services de type « cloud »), ainsi que des services intervenant en support de notre activité. Ces tiers, dont nous demeurons responsables, sont soumis à de strictes obligations de confidentialité et de sécurité.

#### **5.4.2 Données Personnelles**

Les parties s'engagent à respecter les dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de protection des données personnelles, notamment le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ci-après le « **RGPD** »), ainsi que la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 dans sa dernière version en vigueur (ci-après la « **Règlementation applicable en matière de protection des Données Personnelles** »).

Les termes commençant par une majuscule au sein du présent article 5.4.2 ont le sens qui leur est attribué par la Règlementation applicable en matière de protection des Données Personnelles.

#### **Finalités de Traitement**

Vous pouvez être amenés à nous confier des Données Personnelles dans le cadre de et/ou pour des besoins de l'exécution de notre mission. Conformément au principe déontologique d'indépendance du commissaire aux comptes vis-à-vis de l'entité contrôlée et compte tenu de notre degré d'expertise et d'autonomie élevé, nous intervenons en qualité de Responsable de traitement. Nous déterminons les finalités et les moyens des



traitements opérés en application de la législation et des normes professionnelles qui nous sont applicables.

Nous traitons les Données Personnelles confiées à des fins :

- (i) de réalisation de la mission ;
- (ii) de respect de nos réglementations professionnelles et déontologiques (notamment gestion de l'obligation d'indépendance, gestion des conflits d'intérêts et contrôle qualité) ;
- (iii) de gestion de la relation d'affaires qui nous lie y compris en matière administrative et financière ;
- (iv) d'administration et de support sur les outils informatiques que nous utilisons dans le cadre de notre activité (messagerie, outils métiers, etc.), d'hébergement de ces outils, d'archivage et de reprographie.

Par ailleurs, nous pouvons être amenés à traiter à des fins de communication sur nos services les Données Personnelles de vos salariés qui sont nos contacts clefs pour la réalisation de la mission, sauf opposition de leur part.

(ci-après ensemble désignées les « **Finalités de Traitement** »).

Vous ne nous fournirez directement ou indirectement que les Données Personnelles que nous considérons nécessaires à la réalisation de notre mission et au respect de nos réglementations professionnelles et déontologiques.

Nous nous engageons à ne pas utiliser les Données Personnelles auxquelles nous avons accès pour d'autres Finalités de Traitement.

### ***Obligations***

Il vous appartient de vous assurer que toutes les Données Personnelles qui nous ont été communiquées, directement par vous ou indirectement pour votre compte, ont été collectées de manière licite, loyale et transparente.

Les Données Personnelles ont été collectées par vos soins auprès des Personnes Concernées et non par nous de manière directe. Dans ce contexte, conformément à l'article 14 5. D) du RGPD, nous ne sommes pas tenus d'informer les Personnes Concernées des Traitements opérés dans le cadre de notre mission. Il vous appartient donc d'informer les Personnes Concernées des Traitements que nous réaliserons.

Les personnes Concernées pourront exercer leurs droits d'accès ou de rectification en adressant un courriel au Délégué à la protection des données à l'adresse [contact@ama-orgatec.com](mailto:contact@ama-orgatec.com) pour le cabinet AMA - ORGATEC. Dans tous les cas, vous coopérez avec nous pour permettre aux Personnes Concernées de faire valoir les droits qui leur sont reconnus par la Réglementation applicable en matière de protection des Données Personnelles.

Paraphe



### ***Destinataires***

Les destinataires des Données Personnelles sont les collaborateurs et associés de nos cabinets, ainsi que, le cas échéant, ceux appartenant aux entités membres de nos réseaux, et nos prestataires, collaborateurs externes ou experts éventuels. Ces Destinataires sont soumis à de strictes obligations de confidentialité et de sécurité et auront accès aux Données Personnelles pour des raisons strictement professionnelles et limitées aux Finalités de Traitement.

### ***Localisation et Transferts de Données Personnelles***

Vous êtes informés que nous sommes susceptibles de recourir dans le cadre de notre mission, le cas échéant, à d'autres entités membres de nos réseaux ou à des prestataires externes travaillant pour notre compte pouvant être situés en dehors de l'Union européenne.

Dans l'hypothèse où des Données Personnelles sont transférées hors de l'Union européenne dans un pays de destination considéré par la Commission européenne comme n'assurant pas un niveau de protection suffisant des Données Personnelles, nous mettons en œuvre l'un ou l'autre des dispositifs suivants : (i) signature d'un contrat conforme aux clauses contractuelles types adoptées par la commission européenne (« **Clauses contractuelles types** »), (ii) mise en place de règles internes d'entreprise contraignantes (« **Binding Corporate Rules** » ou « **BRC** »), ou (iii) tout autre dispositif de protection conforme à la Réglementation applicable en matière de protection des Données Personnelles. Pour plus d'information, vous pouvez adresser un courrier au Délégué à la protection des données à [contact@ama-orgatec.com](mailto:contact@ama-orgatec.com) pour le cabinet AMA - ORGATEC.

### ***Durée de conservation des Données Personnelles***

Dans le respect des obligations de confidentialité, les Données Personnelles traitées pour les finalités de Traitement sont conservées pour une durée conforme aux dispositions régissant nos activités en France en matière de prescriptions.

### ***5.5 Plaintes et allégations***

Si vous n'êtes pas satisfait du déroulement ou de la qualité de notre mission, vous pouvez prendre contact avec la personne de notre Cabinet responsable du suivi des plaintes et allégations.

### ***5.6 Loi applicable***

En notre qualité de Commissaires aux comptes, la présente lettre de mission est régie par la loi française. Les instances professionnelles et les juridictions civiles françaises auront compétence exclusive pour tout différend concernant l'exécution de la mission.

Paraphe